



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026 A 19H30

Le 28 septembre 2026, le conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois, régulièrement convoqué le 22 septembre 2026 conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Mairie, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Frédéric PETITTA, Maire.

Etaient présents :

Frédéric PETITTA, Nathalie VASSEUR, Jean-Pierre VIMARD, Sarah BENHAMMOU, , Alice SEBBAG, Amir BEN MERZOUG, Philippe ROGER Nadia CARCASSET, Héritier LUNDA, Karine FARINA, Marc LE MEUR, Laurence BELAIGUES, Philippe DECOMBLE, Maria DE JESUS, Mohammed ZAOUI, Michelle BOUCHON, José MARTINS, Patricia BARTOLI, Cathy DA MOTA, Jacques BOULANGER, Franck CHAUVEAU, Florence ROGER, Marie-Eve HODGI, Emmanuel GAPAILLARD, Bertrand PUARD, Sébastien CHAMBRY, Stéphanie DALMASSO, Adrien FRANCISCO, Julie FERRÉ, Mickael AMAND, Franck PHILIPPE, Marie-Noëlle ROLLY, Dimitri GORGE-BERNAT, Ivan CARRENO, Tahamout BENKHETTACHE.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article 2121.17 du code du texte précité.

Excusés ayant donné pouvoir :

Brahim OUAREM (pouvoir à Amir BEN MERZOUG), Naïma FERROUDJI (pouvoir à Jean-Pierre VIMARD), Raymonde BLÉCOURT (pouvoir à Sarah BEN HAMMOU), Mélanie SCHLATTER (pouvoir à Marie-Noëlle ROLLY)

Absents Excusés :

Nombre de membres
composant le conseil : 39

en exercice : 39
présents : 35
représentés : 4
absents : 0

Frédéric PETITTA, Maire, ayant procédé à l'appel nominal, déclare la séance ouverte

Alice SEBBAG est élue secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2026

Délibération n° 26-124

DGA : Caroline CARSOULLE

Service : Pôle Santé

Affaire suivie par Michelle CARRIC

AFFECTATION DÉFINITIVE DES RÉSULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux publics ;

VU la délibération n°25-61 du 23 juin 2025 affectant provisoirement les résultats du compte administratif 2024 ;

VU la décision d'affectation du résultat 2024 par l'autorité de tarification en date du 6 juillet 2026 ;

CONSIDÉRANT que le budget du CMPP est tarifié et qu'il convient de rendre compte de son exécution à l'Agence Régionale de Santé (ARS), organisme de tarification ainsi que de se conformer à sa décision en matière d'affectation de résultat ;

CONSIDÉRANT que l'ARS peut avant de procéder à l'affectation d'un résultat, en réformer d'office le montant en écartant les dépenses qui sont manifestement étrangères par leur nature ou par leur importance, à celles qui avaient été envisagées lors de la procédure de fixation du tarif ;

CONSIDÉRANT que le résultat administratif à affecter est constitué du résultat comptable de l'année et du résultat reporté ;

CONSIDÉRANT que l'instruction codificatrice n°09-006-M22 du 31 mars 2009 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux publics appliquant le cadre du budget prévisionnel prescrit en son chapitre 31.2 la prise d'une première délibération proposant l'affectation du résultat lors de la séance de vote du compte administratif, puis la prise d'une seconde délibération une fois connue la décision de l'autorité de tarification ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de délibérer de nouveau sur l'affectation des résultats 2024 en fonctionnement ;

CONSIDÉRANT l'avis de la commission Solidarité, Santé, Grand âge et Qualité du service public qui s'est tenue le 17 septembre 2026.

CONSIDÉRANT que le compte administratif 2024 fait ressortir les résultats suivants en fonctionnement :

Dépenses : 706 964,96 €

Recettes : 1 087 398,15 € (composées de 978 888,75 € de recettes de l'année et de 108 509,40 € de résultat de fonctionnement reporté de 2022).

Soit :

Résultat comptable excédentaire : + 271 923,79 € ;

Résultat 2022 reporté : + 108 509,40 € ;

Résultat administratif à affecter : + 380 433,19 €.

Au titre de la section d'exploitation il est proposé de retenir l'affectation définitive suivante selon les préconisations de l'ARS :

- Affectation 100 000 € au compte 10682 « réserve affectée à l'investissement ».
- Affectation de 50 000 € au compte 10687 « réserve de compensation des charges d'amortissement ».
- Report de 230 433,19 € en réduction des charges d'exploitation au titre de l'exercice 2026. Ce report donnera lieu à l'inscription d'une ligne budgétaire au 002 « excédent d'exploitation reporté » au budget 2026.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

MODIFIE pour la partie relative à l'affectation du résultat d'exploitation du CMPP, la délibération n°25-61 du 23 juin 2025 portant affectation provisoire des résultats du compte administratif 2024 ;

AFFECTE la somme de 100 000€ au compte 10682 « réserve affectée à l'investissement ». Cette affectation donnera lieu à l'émission d'un titre de recette en 2026 au compte 10682 (opérations d'ordre semi-budgétaire) ;

AFFECTE la somme de 50 000 € au compte 10687 « réserve de compensation des charges d'amortissement » par opération d'ordre non-budgétaire ;

AFFECTE la somme de 230 433,19 € en excédent d'exploitation reporté au titre de 2024 ;

DIT que cette dernière affectation donnera lieu à l'inscription d'une ligne de recette au budget supplémentaire 2026 au compte 002 « excédent d'exploitation reporté » ;

AUTORISE le comptable à accomplir toutes les formalités et écritures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

VOTE

Pour : 36

Contre :

Abstention : 3 (Mme Ferré M. Amand, M. Philippe)

Pour extrait conforme.

Frédéric PETITTA

Maire de Sainte-Geneviève-des-Bois

Président de Cœur d'Essonne Agglomération



Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).